Matthieu Amiech

Lettre ouverte aux organisatrices du rassemblement estival Les Résistantes

au(x) Réseau(x) de ravitaillement des luttes
et aux comités locaux
des Soulèvements de la Terre



Septembre 2023

Matthieu Amiech est un des animateurs des éditions La Lenteur.

Il a participé à la rédaction de l'ouvrage du groupe MARCUSE, *La Liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer* [2012], La Lenteur, 2019.

Il est l'auteur de

— *L'Industrie du complotisme. Réseaux sociaux, mensonges d'État et destruction du vivant*, La Lenteur, 2023.

— *Peut-on s'opposer à l'informatisation de nos vies ?*, La Lenteur, 2024.

Il est également membre du groupe *Écran Total, résistance à la gestion et l'informatisation de nos vies* depuis 2013.

Éditions La Lenteur,
Le Batz,
81 140 St Michel de Vax

Lettre ouverte aux organisatrices du rassemblement estival Les Résistantes

au(x) Réseau(x) de ravitaillement des luttes et aux comités locaux des Soulèvements de la Terre

L'envie d'écrire ce texte m'est venue au retour du rassemblement des luttes écologistes et de défense des territoires, du 3 au 6 août dernier sur le plateau du Larzac, en lisière de l'autoroute A75. Je suis rentré de ce rassemblement animé de sentiments contradictoires : à la fois surexcité et frustré, rempli de l'énergie donnée par toutes les rencontres qui ont lieu dans un tel moment, et en même temps gêné de ce qui y manque. Conscient qu'une telle initiative est précieuse et traduit le fait que la société où nous vivons n'est pas encore écrasée par l'État et le capitalisme, qu'elle présente des réserves admirables d'auto-organisation et de solidarités ; mais aussi frappé par l'homogénéité sociale des participants, par la présence diffuse d'une écologie – dépolitisée – du bien-être en contrepoint des discussions visant à raconter et faire grandir les luttes. Enfin, j'ai été frappé par la persistance de l'emprise numérique sur le milieu social et politique qui se trouvait réuni à cette occasion.

Je pourrais bien sûr me contenter du fait que la parole d'Écran total, collectif dont je fais partie, a pu être entendue aux Résistantes, et même deux fois : le vendredi lors d'une grande table ronde, à la construction de laquelle nous avions été associés, et où les quatre exposés (le nôtre, celui du collectif de parents contre le numérique à l'école, CoLine, celui du collectif stéphanois Halte au contrôle numérique ! et celui d'une avocate de la LDH) ont présenté un tableau saisissant de la situation d'asservissement politique et existentiel à

laquelle nous réduit « lavie.com ». Puis, le samedi, Écran total a animé un petit atelier, avec encore une quarantaine de personnes présentes, intitulé « Désactive ton Espace numérique de santé, et viens casser ton *smartphone* ! ». Mais quelle valeur accorder à ces beaux moments d'échange, dans un contexte où l'emprise des technologies numériques sur l'organisation et le programme restait, au bas mot, prégnante ?

Jugeons-en plutôt : le premier jour du rassemblement, à 16 heures, était dispensée, par une personne de « Terre de luttes », une formation « Communiquer efficacement sur les réseaux sociaux ». Elle complétait les précieux enseignements de celle (plus tôt le même jour) intitulée « Communication : outils et stratégie pour réussir la com' d'un événement » et de « Communiquer via et avec la Presse » (le lendemain). On y apprenait, parmi mille autres recettes, que pour que les gens se mettent à attendre des nouvelles de son collectif (pour les rendre *addicts* ?!), il faut poster ses messages sur Facebook à un moment précis de la semaine : toujours à la même heure. Lorsqu'une personne d'Écran total signala son malaise par rapport à l'exposé en cours et annonça qu'une discussion sur la critique du numérique avait lieu le lendemain, la formatrice réagit en disant que bien sûr, et notamment d'un point de vue écologique, le mieux était d'utiliser le moins possible les réseaux sociaux et l'internet : elle avait simplement oublié de le dire. Ce qui ne l'empêcha pas de reprendre aussitôt son cours de *marketing*.

Que le programme des Résistantes n'ait pas été complètement homogène, exempt de pluralisme ou de contradiction, n'est évidemment pas une mauvaise chose en soi. L'organisation de ce rassemblement visait précisément à faire se rencontrer des gens qui n'en sont pas tous au même point, dont les objectifs ne concordent pas tout à fait et doivent être mis en discussion : à faire avancer un mouvement en construction. Mais ici, il ne s'agit pas de cela. Imaginons que, peu après l'atelier « Discussion et retours sur nos expériences d'autodéfense féministe », ou avant la table ronde

« Reprendre les terres dans une perspective féministe », il y ait eu une formation « Être féministe et sexy, pour réussir », ou « Faire avancer l'émancipation des femmes par la filière nucléaire (ou l'armée) » : on peut penser qu'il y aurait eu à juste titre un malaise, voire un scandale. Sur la question du numérique, par contre, la contradiction ne pose pas de problème. On a beau savoir que ces technologies sont au cœur des phénomènes de surveillance, de précarisation du travail, d'isolement social, d'aggravation des problèmes écologiques, elles restent « un outil incontournable pour nos luttes » – qui visent pourtant plus de liberté et d'égalité, moins de violence et de destructions.

Est-ce qu'on imagine, lors d'une rencontre où l'on discute avec angoisse des prédations et des pénuries d'eau, qu'il y ait des batailles d'eau à 200-300 pour se distraire et se rafraîchir entre deux débats ? Ou des formations « Comment optimiser la piscine de votre collectif écolo, pour bichonner vos militants » ? Je pousse un peu, d'autant plus qu'au Larzac, il faisait assez froid, et le vent a fini par amener une pluie inattendue… ! Mais pas tant que ça : quand on passait par l'espace d'accueil pour se rendre aux assemblées sur l'eau, où prenait la parole le collectif Stop Micro en lutte contre les usines de semi-conducteurs informatiques à Grenoble, on pouvait y voir la plupart des personnes de l'organisation rivées à un écran d'ordinateur ou de smartphone. Et puis, et puis… il y avait la fameuse billetterie avec QRcode.

Nous autres, d'Écran total, avons soulevé le problème de cette billetterie à plusieurs reprises, sur place, de manière pacifique, attentive aux réponses, consciente que les personnes de l'organisation croisées lors des débats, ou a fortiori celles qui passaient leur journée à l'entrée du site (ou des parkings), ne pouvaient être chacune tenues pour responsables de ce choix grave. Explication : dans les jours précédant le rassemblement, des camarades se sont rendus compte que le site des Résistantes invitait à prendre un billet en ligne pour s'assurer le droit d'entrer. Si l'on cédait à cette invitation, on devait remplir un formulaire. On pouvait payer en ligne (avec sa carte bleue et son code de sécurité bancaire reçu par SMS… si on a une carte et

un mobile !) pour contribuer à l'événement, plutôt qu'abonder sur place les différentes caisses avec des pièces et des billets. Et au bout du compte, on pouvait télécharger sur son ordiphone, ou imprimer, un beau billet barré du sigle souriant de HelloAsso, ressemblant à s'y méprendre à un billet SNCF ou à un Passeport sanitaire européen de la fin 2021. Du fait notamment du QRcode, en haut à droite, et du message stupéfiant figurant sous le sourire robotique de Hello Asso : « *une pièce d'identité officielle peut vous être demandée conjointement à ce billet !* ».

Ne laissons pas un suspense insoutenable s'installer, ni la voix flûtée de la calomnie s'élever inutilement : il semble (pour ce que nous avons compris, mes camarades, moi, d'autres gens croisés sur place ou par la suite) que peu de personnes soient arrivés sur le plateau du Larzac avec ce sésame imprimé ou enregistré sur leur machine infernale. Enfin… pas plus de quelques centaines. Disons que la grande majorité des 5 000 présents sont venus sans être passés par la case « billetterie internet », et ou sans que ce billet soit exigé d'eux à l'entrée. Je n'ai personnellement pas vu de personne munie d'un pistolet électronique pour flasher les QRcode, aux abords du site ; j'ai au contraire vu des personnes qui faisaient des bâtons et des carrés sur des papiers, avec un crayon, pour que « l'orga » puisse avoir une idée du nombre de gens entrés. Alors, fin de l'incident ? Pas d'incidence ?

Pas si simple. Le point de vue d'Écran total sur ce procédé est qu'il est de toute façon inacceptable, et que s'il n'a pas été (massivement) employé cette fois, tout est en place pour que lors des prochains rassemblements de ce type, cela devienne la normalité. Si cela n'est pas compris dès maintenant comme un problème, une erreur à rectifier rapidement, en 2025 ou 2027, l'entrée dans un rassemblement de ce type se fera sur présentation d'un smartphone et d'un QRcode. Ou bien les milieux militants, et en particulier écologistes radicaux, refusent d'utiliser les outils créés par la société de masse pour régler leurs problèmes d'organisation, et ils participent ainsi à la

construction d’une autre façon de vivre et de lutter. Ou bien ils les utilisent parce que « *attends, tu vois quoi d’autre, comme solution ? On a déjà tellement de choses à penser* ». Ils devancent alors les exigences de l’État et des multinationales, comme le projet de Portefeuille d’identité numérique ; ils se placent à l’avant-garde de cette société de masse, devenant ainsi des adversaires de l’écologie si l’on entend par là la défense conjointe de la nature et de la liberté (Charbonneau).

La création de cette billetterie avec QRcode, pour les Résistantes 2023, résulte sans doute, justement, d’un légitime souci pour le milieu naturel du causse du Larzac : il ne fallait pas qu’il y ait trop de monde lors de ce rassemblement, pour ne pas abîmer l’endroit et pour ne pas manquer d’eau, comme cela avait été le cas lors du Festival Larzac 2003 – quand les organisateurs avaient dû appeler la Préfecture pour ravitailler les festivaliers contestataires en eau potable ! Nul doute que cette année, dans l’ambiance politique créée par le conflit des bassines du pays niortais et la montée de nombreuses luttes locales pour préserver l’eau des prédations industrielles, un tel scénario aurait été, disons, malvenu. Limiter l’affluence à grosso modo 5 000 personnes, c’était donc une idée très défendable.

Ce qui l’est beaucoup moins, c’est d’avoir délégué une billetterie informatique à HelloAsso pour être sûr de « gérer le flux » (alors que, dans le même temps, une importante publicité était faite à l’événement sur les réseaux sociaux). Les luttes locales que les organisateurs voulaient réunir mettent souvent en avant l’autonomie, l’importance du « faire soi-même », le respect des rythmes de la nature par les activités humaines/économiques, etc. : alors, pourquoi déléguer un aspect aussi important que l’accès au site à des spécialistes hors-sol ? Pourquoi utiliser un dispositif de rationnement typique de l’écologie technocratique ?

La billetterie avec QRcode, c’est par exemple ce qu’a mis en place le Parc naturel des Calanques, près de Marseille : le tourisme de masse

met en danger les milieux fragiles, relativement « sauvages », des calanques, donc on met en place un dispositif de gestion de masse, qui permet d'avoir l'air de se soucier de la préservation de cet espace sans du tout renoncer à l'organisation de l'afflux touristique. Au contraire, il s'agit de le sur-organiser, en intégrant désormais le paramètre « écologie ». Le QRcode est l'emblème grimaçant d'un monde qui veut de toutes ses forces rester le même – industriel et destructeur, capitaliste et inégalitaire, bureaucra-tique et humiliant pour les gens modestes – tout en feignant de changer (« transition », « décarbonation », « inclusivité », « souci des plus faibles »). Ne pas en tenir compte, c'est s'assurer que les luttes écologistes de notre époque seront facilement neutralisées ; c'est assurer la victoire de l'écologie technocratique sur l'écologie « terrestre », celle qui clame « *Nous sommes la nature qui se défend* ».

De façon générale, il est temps pour cette écologie terrestre, pour l'ensemble des luttes contre les petits et grands projets qui pillent les ressources et dévastent les territoires, de faire un choix. Ou bien nous luttons avec les outils numériques, dans un souci de soi-disant efficacité et au nom de l'urgence absolue-permanente ; ou bien nous luttons, de plus en plus, sans eux, pour trouver une nouvelle consistance humaine, pour tisser quelque chose de réellement hétérogène au développement (économique), à la transition (énergétique), à la vie administrée et artificialisée. Ou bien on continue de laisser au second plan de la conscience collective – derrière les écrans – l'impact effrayant de la numérisation sur les milieux naturels, la consommation d'énergie et d'électricité qui explose, la course aux métaux et l'ouverture de mines partout dans le monde ; ou bien on met cette question au premier plan : on insiste sur le rôle essentiel des ordinateurs et d'Internet dans l'accélération des prédations, de la bétonisation des sols, de la confiscation des terres et de la pollution des eaux (ou *vice versa*).

J'entends bien qu'il y a quelque chose d'exigeant, voire d'abrupt, dans la formulation de ce choix. Parce que nous sommes toutes et

tous, à des degrés divers, pris dans le système numérique. Nous nous sentons tenus par nos propres habitudes, par les normes sociales et les demandes de nos proches, par les administrations et les fournisseurs d'énergie, de trains, de rendez-vous médicaux… Et par la dynamique des luttes sociales, donc. Pour faire comprendre la bifurcation collective que je propose, à la fois dans les idées et les pratiques, et pour qu'il n'y ait pas méprise sur mon état d'esprit, je vais m'appuyer sur un beau texte qui a circulé cet été, écrit par des membres du Réseau breton de ravitaillement des luttes et du comité rennais des Soulèvements de la Terre : l'*Appel à constituer des greniers des Soulèvements*. Le sous-titre correspond profondément à ce que tente de faire Écran total depuis dix ans : « *répondre à la dépossession et à l'isolement* ». Ce texte appelle à construire l'autonomie matérielle des luttes sociales et écologistes. Je voudrais que le mien apparaisse comme un appel conjoint à construire l'autonomie mentale et organisationnelle de ces luttes.

Que propose le texte écrit par les camarades bretons ? Il invite, de manière générale, à questionner « *notre attachement aux biens matériels produits par l'économie capitaliste* », pour donner une chance à la construction d'une opposition sérieuse à la dépossession des moyens de vivre, de produire, des savoir-faire, etc. Il invite en particulier à « *penser, dès l'origine, la subsistance de nos luttes* » pour leur donner « *des bases matérielles solides* » :

> « L'idée est toujours de faire durer ou rendre possible les luttes par l'autonomie alimentaire. L'histoire du mouvement ouvrier montre en effet que c'est une condition pour arracher de grandes victoires. »

L'histoire du mouvement ouvrier montre aussi l'importance de disposer de moyens de communication autonomes vis-à-vis des classes possédantes, et de s'appuyer sur une sociabilité qui favorise la confiance – confiance en soi et confiance dans les autres. S'il paraît possible de « *se doter d'outils et réseaux capables d'assurer une collecte ou une production de denrées alimentaires […] en quantité importante* », n'est-il pas aussi possible de construire, patiemment

mais avec volontarisme, des espaces de discussion et des chaînes de circulation des informations essentielles à la lutte, qui ne reposent pas sur la fibre optique, les ondes GSM et les algorithmes des « réseaux sociaux » ? Cela implique bien sûr d'accepter de faire moins et plus doucement, de revenir au papier et aux assemblées en cessant d'espérer vaincre l'apathie de l'époque par les moyens qui la renforcent ; ne plus utiliser qu'en appoint le téléphone et les messages électroniques, compter sur les petits journaux ou bulletins qui circulent de la main à la main ou par le courrier postal, dont la survie devrait devenir une grande cause. S'il paraît nécessaire de créer des moments de distribution alimentaire qui sont « *l'occasion de nous retrouver et reprendre du pouvoir sur nos vies* », pourquoi ne pas aussi prendre le temps nécessaire aux échanges de nouvelles ? Pourquoi ne pas multiplier les lieux, dans les quartiers ou les villages, dédiés aux dépôts de tracts, aux infos essentielles sur les rendez-vous importants à venir, qu'il s'agisse de réunions, d'actions, de récoltes ou de récups alimentaires ?

L'Appel à constituer des greniers se donne aussi pour perspective de « territorialiser les luttes écologistes et sociales » :

> « Il y a un lien très net entre dépossession de nos moyens d'existence par l'économie capitaliste et le saccage écologique de la planète. Coupés de la terre, de l'eau, des animaux, des saisons, nous n'avons pas toujours su comprendre que "nous sommes la nature qui se défend". La construction d'un autre rapport à ce qu'on appelle "nature" passera, d'une façon ou d'une autre, par une immersion, un rapport tactile. »

Comment imaginer que cette ré-immersion puisse avoir lieu sans interrompre notre immersion dans les écrans et les réseaux ? Comment rétablir un lien direct, tactile, avec nos milieux de vie – avec les éléments qui préexistent à l'être humain – sans changer nos habitudes d'hommes et de femmes connectées ? Sans reprendre aux ordinateurs le temps qu'ils ont volé à notre vie sensible et matérielle ?

Dans un paragraphe consacré à l'autonomisation des luttes des Soulèvements de la Terre, les camarades bretons se fixent des objectifs concrets :

> « Faire en sorte que nos événements (temps de mobilisation nationale, présentation locale, infotours, rencontres internes, etc.) soient autonomes du point de vue alimentaire : tout ce qu'on consomme sur ces temps-là provient de notre propre production ou des liens tissés avec des paysannes du coin ; constituer de véritables greniers sur tout le territoire […] ; [ravitailler] les grèves longues, [fournir] des solutions de premières nécessités face aux crises type covid. »

En passant, il est dit :

> « cette dimension pourrait être doublée du même genre de structuration sur les autres plans matériels des événements (logistique, soin, radio, etc.). »

Effectivement, on pourrait se donner pour horizon, à brève échéance : de ne plus recourir à des « visios » pour s'organiser, en se donnant des mandats précis pour s'occuper de tels et tels points jusqu'au moment où il est possible de se revoir. Ne plus passer par les réseaux sociaux pour diffuser des appels et faire connaître des événements, surtout ne plus mettre en ligne de vidéos pour arrêter de banaliser un procédé qui contribue lourdement à l'explosion du trafic internet et à sa consommation d'énergie. Privilégier les appels dans des médias, si possible indépendants ; revenir aux campagnes d'affichage de grande ampleur, aux tractages dans les lieux d'affluence urbains, dans les transports, dans les cafés, sur les marchés. Organiser les actions sans messagerie cryptée et sans communication par Internet, comme cela s'est toujours fait avant… il y a quelques années.

Je sais que tout cela paraîtra difficile à beaucoup, dans le meilleur des cas utopique mais inconciliable avec l'état des rapports sociaux et les impératifs d'efficacité. Or, cela n'est pas plus utopique que de construire des réseaux de ravitaillement des luttes au vu de l'état de l'agriculture. S'il paraît souhaitable et pensable de se passer autant que possible des supermarchés pour nourrir des initiatives de solidarité et

de combat, il n'est pas moins souhaitable et pensable de se passer du supermarché de la communication pour mener la bataille des idées, pour organiser nos initiatives. En fait, ce n'est ni plus, ni moins difficile ; ce sont des difficultés différentes. Puisqu'il y a de l'ambition et un souci de cohérence sur le plan alimentaire, étendons-les, tout simplement.

A Écran total, nous nous y essayons depuis des années. Nous n'avons de leçon à donner à personne, nous pourrions sans doute faire beaucoup mieux. Ce qui nous manque pour cela, ce n'est ni de faire plus de compromis avec Internet, ni de mettre plus d'énergie dans un purisme sans intérêt en tant que tel : c'est de nous sentir plus nombreux à être préoccupés des conséquences du numérique sur la société des humains, plus nombreux à ressentir le besoin d'un ralentissement et d'une interruption.

Nous voulons partager le plus largement possible notre diagnostic – il n'y aura pas d'arrêt de l'intoxication de la Terre sans coup d'arrêt à l'informatisation du monde – et, indissociablement, notre désir de vivre et lutter sans ces médiations numériques.

Matthieu Amiech,
éditions La Lenteur,
collectif Écran Total,
25 septembre 2023.



Textes d'Écran total à consulter en complément :

Résistance face à la numérisation de nos territoires*.*
Appel à créer des comités de soutien aux inculpés du Limousin et aux autres accusés d'atteintes aux infrastructures du numérique,
printemps 2022.

Appel de Matabiau
(*contre la numérisation des services publics*),
février 2020.

Ne laissons pas s'installer le monde sans contact*.*
Appel à refuser l'application Stop Covid,
avril 2020.

Écran total *:*
résister à l'informatisation de nos vies, c'est s'opposer au grand projet industriel du capital,
novembre 2022.

Proposition de campagne contre l'identité numérique,
novembre 2022.

Deux articles du trimestriel
Le Chiffon, journal de Paname et sa banlieue n°10 :
« Pourquoi une critique de l'industrialisation et de la numérisation en Ile-de-France ? » par Gary Libot ;
et
« La Courneuve : plongée dans le monde très matériel du plus grand *data center* de France » par Lucas Magnat, automne 2023



Appel à constituer des greniers des Soulèvements

Répondre à la dépossession et à l'isolement

Mai 2023

C'est en lisant le texte du comité caennais des Soulèvements de la Terre Reprendre, Démanteler, Communiser *que nous, membres du Réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais et du comité rennais des SdlT, avons eu envie de poursuivre les propositions sur la subsistance qui semblent traverser les comités des SdlT nouvellement créés.*

Comme le soulignent les camarades de Caen, la structuration de l'économie capitaliste coupe une majorité de la population de tout moyen d'autosubsistance et son fonctionnement sous sa forme actuelle pousse 8 millions de personnes à dépendre de l'aide alimentaire. Nous pensons qu'il faut continuer à dire et à défendre que l'idéologie bourgeoise repose sur une dépossession. Les populations ont été dépossédées avec le temps des moyens et des savoir-faire qui leur permettaient d'assurer des formes d'autonomie matérielle. C'est cette idéologie qui les oblige, pour survivre, à vendre leur temps et leur énergie sur le marché du travail. Plus cette dépendance au marché est grande et les moyens d'autonomie des populations sont faibles, plus les conditions de l'accumulation capitaliste et le désir de contrôle des classes dirigeantes et possédantes sont satisfaits.

Or, notre attachement aux biens matériels produits par l'économie capitaliste rend difficile la construction d'une opposition sérieuse à cette perte d'autonomie. Cette situation complexe est résumée par Aurélien Berlan, dans son livre *Terre et Liberté* :

> « l'impasse socio-écologique dans laquelle nous nous enfonçons tient au fait que nous sommes devenus vitalement dépendants d'un système qui sape à

> terme les conditions de vie de la plupart des êtres vivants […] nous en sommes prisonniers, matériellement et mentalement, individuellement et collectivement. »

Dans le même sens, nous pensons qu'il faut aussi questionner la désirabilité du travail de la subsistance. En effet, ce « piège idéologique » de la culture bourgeoise « *classe dans le même ensemble le travail servile, le travail paysan et le travail domestique des femmes au foyer modernes et repose sur le mépris envers les processus naturels liés à la vie* ».

Nous avons alors ressenti l'importance de nous demander comment se réapproprier et construire collectivement nos conditions d'existence.

Mais, nous faisons un deuxième constat, partagé par le comité de Caen :

> « un isolement des différentes initiatives de résistance, leur morcellement, qui les vouent à l'impuissance : les luttes syndicales paysannes empêtrées dans une forme de corporatisme sectoriel ; les marches pour le climat confrontées à l'impuissance sans horizon des manifestations, même massives, réduites à interpeller les gouvernant.e.s pour qu'ils agissent contre leurs intérêts ; l'inconséquence libérale-libertaire des modes d'action "autonomes" égarés par leur propre dispersion et leur absence de stratégie coordonnée ; les collectifs d'habitant·e·s de territoires en lutte qui mènent des batailles locales contre des projets industriels écocidaires, sans avoir – trop souvent – les moyens de vaincre. »

Face à ce morcellement de nos résistances, il serait merveilleux que la formule médiatique « l'inaction climatique du gouvernement » se vérifie. Or, l'expression est en partie malheureuse : inactifs, ils nous laisseraient la possibilité de nous organiser, de déployer des alternatives. Mais ils attaquent sans répit et de tous les côtés, celui des retraites comme celui des méga-bassines. Les classes dirigeantes et possédantes œuvrent à renforcer les structures qui assurent leur domination, avec d'autant plus d'entrain qu'elles espèrent ainsi échapper aux conséquences les plus dramatiques de la crise écologique un peu plus longtemps que les autres. La stratégie est immorale, mais relativement rationnelle, du moins à court terme.

Face à ce niveau de conflictualité, les alternatives seules sont inoffensives. Mais s'opposer seulement n'est pas non plus suffisant. Il est essentiel que chaque geste d'opposition soit organiquement mêlé à une proposition positive, à l'ébauche du monde que l'on aspire à voir émerger à la place du leur. Il est essentiel stratégiquement mais aussi pour nous, pour que la lutte soit désirable, habitée par des affects joyeux.

La tentative de construction mutualiste rennaise

Au sortir de la lutte contre la loi travail en 2016, une partie du milieu autonome rennais a engagé un travail de réflexion autour des questions d'autonomie, que ce soit le logement, la formation ou l'alimentation. Cette dernière dimension a amené à la création du Cartel des cantines, qui deviendra par la suite le Réseau de ravitaillement des Luttes (R2R). L'objectif du réseau était alors de répondre pratiquement à la question : « Comment nourrir efficacement les luttes sociales ? »

Dès 2016, on veut se donner les moyens de réaliser notre « plan quinquennal » : nourrir 200 personnes deux fois par jour, tout en continuant à faire des cantines pour les événements militants importants (pendant les expulsions de la ZAD, lors de festivals militants, etc.). S'inscrivant dans la dynamique du réseau mutualiste à Rennes le R2R est un outil de la base arrière du mouvement social, qui essaye de construire des bases matérielles solides pour soutenir les fronts de conflictualité du mouvement social.

On pense, ainsi, dès l'origine, la subsistance de nos luttes. En effet, il nous appartient de ne pas recréer « la contradiction primaire de l'autonomie » (Julien Allavena).

L'alimentation étant souvent une condition pour qu'une lutte dure, voire qu'elle existe, il nous fallait nous doter d'outils et de réseaux capables d'assurer une collecte ou une production de denrées alimentaires, ainsi que de moyens de les transformer, en quantité importante. Très vite, on se procure le matériel pour organiser des cantines pour plusieurs milliers de personnes ; on prend contact avec des maraîcher·es du coin pour organiser des réseaux de solidarité entre grévistes et producteur.ices ; on remplit chaque semaine un 18m^3 avec de la nourriture de recup' issue de la grande distribution ; on se fait prêter des bouts de champs sur lesquels on cultive de quoi alimenter nos cantines. L'idée est toujours de faire durer ou rendre possible les luttes par l'autonomie alimentaire. L'histoire du mouvement ouvrier montre en effet que c'est une condition pour arracher de grandes victoires.

Durant toute la période de crise qu'a été le confinement lié au COVID 19, nous avons maintenu et formalisé nos distributions alimentaires. L'outil construit et structuré sur les années précédentes a permis de subvenir, chaque semaine, aux besoins en nourriture de 80 foyers, d'autant plus précarisés par cette crise. Les vendredis étaient l'occasion de nous retrouver et de reprendre du pouvoir sur nos vies, dans un contexte où

beaucoup de personnes souffraient de l'isolement, sans aucune prise sur les événements. Ce n'était pas un contexte de luttes, mais le R2R a quand même trouvé son utilité, notamment du point de vue de la subsistance et en maintenant du lien social.

Au-delà d'assurer la subsistance de certaines luttes sociales, distribuer des denrées alimentaires et des plats cuisinés nous a permis de construire des ponts avec certaines organisations politiques qui nous semblaient lointaines. Issu·es d'une tradition autonome, une distance existait de fait entre les organisations plutôt institutionnelles (partis, syndicats, etc.) et nous. Au fil des années, à force de ravitailler piquets de grèves et manifestations, nous avons noué des relations de confiance avec certain·es syndicalistes. L'idée, derrière ce travail de composition, était de mettre en lien différents espaces en lutte, qui ne discutent pas « naturellement » entre eux. Ces rencontres nous paraissaient et nous paraissent toujours nécessaires pour renforcer notre camp social et augmenter le rapport de force, en pensant des actions communes.

Entre autres réussites, en 2018, nous avons ravitaillé pendant 3 mois des facteur·ices en grève. L'été suivant, iles sont venu.es au champ récolter des oignons sur notre parcelle. Iles ont aussi construit un bureau de poste mobile sur la ZAD de NDDL pendant les expulsions en mai 2018, lieu où quasiment aucun·e d'entre elleux n'étaient venu·es auparavant.

En 2023, nous avons ravitaillé les cheminot.es en grève contre la réforme des retraites. Le lien créé au cours de cette mobilisation les a amené à soutenir publiquement les Soulèvements de la terre lors d'un meeting organisé par le comité rennais, affirmant leur filiation avec Emile Pouget et le sabotage et Fernand Pelloutier et les bourses du travail.

Nous pensons aujourd'hui que cette hypothèse mutualiste rennaise peut être étendue et améliorée. Nous pensons qu'elle gagnerait en efficacité si elle s'inscrivait dans une dynamique plus large telle que celle des Soulèvements de la terre. Le R2R rennais, à la fois « outil » et « collectif », se retrouve souvent prestataire de service des luttes, sans boussole politique affirmée. Mis au service d'un mouvement de masse, il gagnerait selon nous en cohérence et donc en efficacité.

Nous pensons, en retour, que le mouvement des Soulèvements de la terre, pour se donner les moyens de la révolution, doit se doter d'outils de production, notamment alimentaires, qui autonomisent la lutte, facilitent le travail de composition et offrent une alternative désirable au désastre vers lequel nous entraînent les gouvernements successifs.

Nous pensons qu'il est temps qu'un maximum de comités locaux se dotent de réseaux de ravitaillement pour constituer les greniers des soulèvements.

Ambitions et perspectives

Axe 1 : Composition & alliances – Le mouvement social doit opérer sa métamorphose terrestre

> « Le destin des luttes sociales est arrimé à celui des terres, comme "pont politique" entre la question de la "fin du monde" et celle de la "fin du mois". » (*Reprendre, démanteler, communiser*)

Territorialiser les luttes écologistes & sociales : Il y a pour nous un lien très net entre la dépossession de nos moyens d'existence par l'économie capitaliste et le saccage écologique de la planète. Coupé·es de la terre, de l'eau, des animaux, des saisons, nous n'avons pas toujours su comprendre que « nous sommes la nature qui se défend ». La construction d'un autre rapport à ce qu'on appelle « nature » passera, d'une façon ou d'une autre, par une immersion, un rapport tactile. Cette dimension, invisibilisée dans les luttes sociales et leur tradition productiviste, est encore malheureusement souvent absente du mouvement pour le climat, qui peine à trouver des moyens d'agir autrement qu'en réclamant aux gouvernants de gouverner mieux, forcé de s'en remettre à ceux qui sont la cause du problème pour le résoudre…

Se coltiner les questions très pratiques de notre alimentation (sa production, sa distribution), nous met d'emblée en prise avec les enjeux environnementaux et sociaux et nous permet d'en reconstruire une compréhension « par le bas », tout en nous donnant dans le même temps des prises pour agir dessus.

Partager ces enjeux autour de l'alimentation avec d'autres groupes, associations ou collectifs permet, par ailleurs, de créer du lien avec eux. Ramener des cagettes de denrées alimentaires ou une grande quantité de soupe à une manifestation ou un piquet de grève visibilise et concrétise le soutien que l'on apporte à cet événement et au groupe qui l'organise. Désherber, planter et ramasser des légumes offrent des cadres de rencontres hors des espaces militants. Ces gestes nous inscrivent très concrètement dans une démarche de composition.

Pour lancer une telle dynamique à l'échelle des comités, il est possible de :

— faire le tour des paysan·nes autour de chez vous voir s'iels veulent s'inscrire dans une dynamique de soutien aux luttes ;

— créer une association d’intérêt général pour aller faire de la récup auprès de magasins bio.

— se faire prêter des parcelles de terrain pour faire pousser et stocker vos productions ;

— organiser des distributions alimentaires dans les villes en invitant les bénéficiaires à rejoindre vos actions.

— ravitailler en panier de légumes ou en cantines les événements militants de votre coin pour faire du lien avec les groupes locaux et renforcer les liens avec les orga politiques.

Pour donner des exemples de ce que permettent ces liens, on peut citer la participation de la Confédération Paysanne au mouvement social des retraites. Seule, elle a déjà eu une grande affirmation politique, et tente de sortir d’une forme de corporatisme sectoriel dans lequel la FNSEA s’englue depuis toujours. Nous avons pu voir de nombreux tracteurs en tête de cortège des manifestations syndicales. Mais, avec l’aide de cantines militantes ou de réseaux de ravitaillement, des producteur.ices sont allées plus loin et se sont regroupé.es pour ravitailler les grévistes comme à Tours (avec la Louche finale, cantine de lutte), Versailles ou Rennes.

A l’appel d’un syndicat, les cantinières et cantiniers du Plat de Résistance, en Deux Sèvres, ont cuisiné sur un piquet de grève devant l’usine Heuliez et ont ravitaillé avec un plat chaud l’usine d’agro-alimentaire Marie Surgelés à Airvault. Des liens se créent avec des salarié-es de l’agro-industrie, liens indispensable pour imaginer renverser le système agro-industriel.

On pourrait imaginer aller encore plus loin grâce à ces rappro-chements.

Avec l’aide de l’action des comités locaux des soulèvements, on pourrait imaginer que les syndicalistes encore englués dans le vieux schéma productiviste prennent position contre des grands projets inutiles et imposés. La CGT soutient encore par exemple la LGV Lyon-Turin.

On pourrait aussi pousser pour que la Confédération paysanne se pose la question de la propriété privée des terres agricoles :

> « L’enjeu n’est pas seulement de favoriser l’augmentation du nombre de candidat·e·s aux métiers paysans et artisanaux, mais de proposer une révolution foncière d’ampleur qui libère un accès de tous·tes à des parcelles substantielles de terres pour une pluralité d’usages. » (*Reprendre, démanteler, communiser*)

Axe 2 : Se réapproprier la fabrique collective de notre subsistance commune

Même à une échelle réduite, même sans parvenir à une autonomie complète, la réapproriation des techniques, moyens et savoirs liés à la production alimentaire est toujours une petite victoire symbolique sur le système capitalo-industriel, une promesse qu'on peut faire autrement. C'est cette promesse qui démultiplie l'effectivité d'un panier de ravitaillement apporté à des grévistes. C'est cette promesse qu'on veut faire grandir, parce qu'on sait très bien que si cette dynamique de réappropriation n'est pas toujours poussée plus loin, au point d'en devenir conflictuelle avec l'ordre établi, elle finit par être rattrapée et réintégrée.

C'est cette promesse qui esquisse le chemin entre ce qu'on pourrait mettre en place demain - au sein des près de deux cents comités des soulèvements de la terre et en lien avec d'autres initiatives du même genre partout dans le monde - et ce qu'on imagine pour un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste.

On lance des pistes ici, elles ne sont qu'esquissées mais pourraient faire l'objet de discussions plus approfondies lors des prochaines rencontres inter-comités cet été 2023.

Autonomiser les luttes des Soulèvements de la Terre :

Objectif de court terme (pour les rencontres inter-comité de l'été 2024 par exemple) : faire en sorte que nos événements (temps de mobilisation nationale, présentation locale, infotours, rencontres internes, etc.) soient autonomes du point de vue alimentaire : tout ce qu'on consomme sur ces temps-là provient de notre propre production ou des liens tissés avec des paysan·nes du coin. Constituer de véritables greniers sur tout le territoire qui rendent nos luttes autonomes du point de vue alimentaire. Cette dimension pourrait être doublée du même genre de structuration sur les autres plans matériels des événements (logistique, soin, radio, etc.).

Créer des réseaux de ravitaillement :

Inventer des circuits parallèles de distribution. Il y a d'abord les réseaux existants : AMAP / vente directe / marché de producteur / groupement d'achat. Il reste à les inscrire dans une même perspective politique offensive, tout comme les bourses du travail du mouvement ouvrier et leurs espaces d'auto-organisation se sont inscrites dans la dynamique du syndicalisme révolutionnaire. Cela passe principalement par les façons de

se raconter le sens de ce qu'on fait : la même activité de petit maraîchage n'aura pas la même nature selon qu'elle se pense dans le cadre de tiers-lieux de la « transition écologique » promus comme vitrine verte par les pouvoirs publics, ou dans le cadre d'une reprise de terre avec les Soulèvements…

Il y a aussi les réponses bricolées qui s'expérimentent au gré des situations exceptionnelles : ravitaillement des grèves longues, solutions de premières nécessités face aux crises type covid (qui malheureusement ne manqueront pas de se multiplier dans les années à venir). Les moments où les ressorts du système sont grippés sont souvent l'occasion pour l'inventivité populaire de se manifester. Cela dit rien n'empêche de se lancer avant d'être acculé par la nécessité, d'autant qu'en temps de crise il vaut mieux pouvoir compter sur des ébauches existantes que de tout avoir à créer sur le tas.

Inscrire cette question du ravitaillement dans une dynamique territoriale large (celle des comité soulèvements de la terre) présente aussi l'avantage de permettre des échanges d'un territoire à l'autre (huile d'olive contre betteraves, sarrasin contre blé dur).

Reprendre les terres :

Arracher des terres aux métropoles et à l'agro-industrie. On renvoit ici à la dynamique collective Reprise de terres, en faisant notre leur questionnement :

> « Comment inventer des tactiques foncières, politiques et juridiques pour contrer l'accaparement des terres par le productivisme et organiser la vie autour de communs qui prennent en compte tous les êtres qui habitent un lieu ? »

Leur approche n'oublie pas d'intégrer à la question foncière la perspective naturaliste :

> « Nous reprendrons aussi les terres pour les déprendre, pour les laisser en libre évolution, pour que des dynamiques écologiques sauvages spontanées puissent s'y déployer. »

Sortir de l'agriculture industrielle, ne pas se contenter de la bio :

En s'appuyant sur les réflexions de l'Atelier Paysan, il faudra élaborer des pistes pour sortir de la stratégie commerciale de niche :

> « La seule façon pour [la bio] d'exister et de se développer, c'est d'avoir une stratégie commerciale de niche, de s'adresser à un segment de marché, des

plus privilégiés d'entre nous. Cette stratégie-là a atteint ses limites, dans un contexte de précarisation de la population. Il faut que nous soyons capables de proposer un projet politique pour que toute la population ait accès à une alimentation produite dans des conditions paysannes. »

Socialiser l'alimentation & communaliser les processus de décision :

Ce que nous retenons de la proposition d'une « sécurité sociale de l'alimentation » portée par le livre *Régime général*, c'est que celle-ci, tout comme la sécu à ses débuts, est basée sur des structures décentralisées et autogérées, qui préfigurent les formes d'organisation que l'on aimerait voir massivement émerger. Les processus de prises de décisions collent alors avec les espaces de prises en charge des problèmes, dans une perspective révolutionnaire communaliste.

Elles (les prises de décision) concerneront aussi les lieux de productions, de transformation, de distribution. Soyons claire, de la Terre à la distribution, la propriété collective et d'usage remplacera la propriété privée lucrative. Et, lutter contre la propriété privée, c'est aussi lutter contre le patriarcat, Sybille Gollac et Céline Bessière l'argumentent dans le livre *Le Genre du Capital*. Elles y analysent les mécanismes de contrôles et de distribution du capital selon les classes sociales, et y démontrent qu'ils aboutissent toujours à la dépossession des femmes.

Cela a le double mérite de ne pas simplement renvoyer à des lendemains plus qu'hypothétiques et d'éviter l'écueil gestionnaire qui en ferait une simple politique redistributrice d'ajustement d'une pauvreté « tolérable ». Il ne tient qu'à nous de commencer à construire ces structures dès aujourd'hui.

Et maintenant ?

Si on vous adresse ce texte c'est qu'on a bien envie d'avoir vos retours et d'échanger sur toutes ces perspectives, et pourquoi pas de se coordonner sur des initiatives communes. On pourra évidemment en discuter lors des rencontres inter-comités en juillet sur la ZaD (et en profiter pour échanger avec les camarades sur place sur leur expérience en la matière). On envisage aussi une tournée des différents comités intéressés pour venir présenter plus dans les détails le fonctionnement du réseau de ravitaillement et comités intéressés et découvrir vos initiatives locales !

Ce texte est le produit d'un travail de réflexion entre membres du réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais, des membres du comité rennais des SdlT ainsi que de proches camarades.

Sources :

Alessandro Pignocchi, *Méga-bassines : un affrontement entre mondes*, site Mediapart, 1er mars 2023.
< https://blogs.mediapart.fr/alessandro-pignocchi/blog/010323/mega-bassines-un-affrontement-entre-mondes >

Texte du comité caennais des SdT, *Reprendre, Démanteler, Communiser*, mars 2023 (voir ci-dessous).

L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines*, Seuil, mai 2021.

Atelier paysan, « C'est en sortant de la bio qu'on pourra se débarrasser de l'agriculture industrielle », site Le Comptoir, 27 mars 2023.
< https://comptoir.org/2023/03/27/atelier-paysan-cest-en-sortant-de-la-bio-quon-pourra-se-debarrasser-de-lagriculture-industrielle/ >

Laura Petersell & Kévin Certenais, *Régime général*, Riot éditions, janvier 2022.

Gaspard d'Allens, *Faire durer les grèves : les leçons de l'histoire*, site Reporterre, 21 janvier 2020.
<https://reporterre.net/Faire-durer-les-greves-les-lecons-de-l-histoire>

Julien Allavena, *L'hypothèse autonome*, Amsterdam, 2020.
< http://www.editionsamsterdam.fr/lhypothese-autonome/ >

Maria Mies & Veronika Bennholdt-Thomsen, *La subsistance - Une perspective écoféministe*, La Lenteur, 2023.

Aurélien Berlan, *Terre & Liberté - La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, La Lenteur, 2021.

Bertrand Louart, *Réappropriation. Jalons pour sortir de l'impasse industrielle*, La Lenteur, 2022.

Notre-Dame-des-Landes, *Prise de terre(s),* site Lundi Matin, été 2019.
< https://lundi.am/IMG/pdf/ete_livret_nb.pdf >

Texte disponible sur le site des Soulèvements de la Terre
https://lessoulevementsdelaterre.org/comites/appel-a-constituer-des-greniers-des-soulevements



Reprendre, démanteler, communiser

Éléments pour une politique terrestre du soulèvement

Mars 2023

Depuis les menaces de dissolution plus de 140 comités ce sont créés. Ceux-ci prennent la parole pour dire pourquoi ils se constituent et le sens qu'ils voient dans un mouvement comme celui des Soulèvements. Ce texte a été écrit et débattu par le comité caennais.

Éléments pour une politique terrestre du soulèvement

> « Seul un basculement radical – un soulèvement – pourrait permettre d'enrayer le réchauffement climatique et la 6e extinction massive des espèces déjà en cours. Au fond, nous le savons, il ne nous reste aujourd'hui plus d'autre voie que de mettre toutes nos forces dans la bataille pour enrayer le désastre en cours, et abattre le système économique dévorant qui l'engendre. » (1er appel des Soulèvements de la Terre, janvier 2021)

200 blessé·e·s, 40 gravement mutilé·e·s, 2 camarades dans le coma, entre la vie et la mort. Nous n'oublierons jamais. Nous ne pardonnerons jamais. Ce qui nous a tous·tes profondément bouleversés pendant cette journée de lutte, ce n'est pas seulement sa brutalité, ni l'immense courage et solidarité des manifestant·e·s, mais *sa charge de vérité* : ce 25 mars, le pouvoir s'est mis à nu à Sainte-Soline. Il a fait d'un cratère vide, cette plaie béante à la surface de la Terre, une métaphore de lui-même : une forteresse assiégée de toutes parts, qui prend l'eau, et dont les premières lignes commencent à céder mais qu'il défendra jusqu'à donner la mort. Les puissances capitalistes ne sont plus que ce néant qui avance, cette furie panique de durer encore un peu, de tirer

quelques miettes de profit supplémentaire de la catastrophe. *Leur combat est désespéré.*

Après les pluies de grenades qui brisent les corps, vient le temps des accusations vociférantes d'« éco-terrorisme » et des dissolutions. Mais nous ne sommes pas un « groupuscule d'ultragauche ». Contrairement aux fables qui seront délivrées par le renseignement intérieur pour désigner quelconques figures dirigeantes à clouer au pilori, les Soulèvements de la Terre n'ont rien d'un groupe circonscrit et représentent une coalition grandissante de forces à la croisée des mondes en lutte. Un large mouvement de résistance composite et désormais largement soutenu par une nouvelle alliance offensive en devenir, comme le montrent les plus de 80 000 personnes signataires de la tribune de soutien affirmant leur adhésion au mouvement, ainsi que les dizaines de comités locaux qui essaiment partout sur le territoire. Mais peut-être que, dans sa montée d'autoritarisme actuel, le gouvernement s'apprête effectivement à « dissoudre » une bonne partie de l'opposition sociale et écologique du pays ? S'il y a bien pourtant des « factieux » qu'il faut dissoudre aujourd'hui, ce sont les puissances destructrices et une police en voie de fascisation accélérée qu'encourage un gouvernement dangereusement « radicalisé ». Un pouvoir fanatiquement livré à la seule poursuite de l'accumulation capitaliste et de l'exploitation économique. *Nous y travaillons.*

Voilà maintenant plus de deux ans que s'est levée la composition de forces de rupture qui s'est agrégée sous le nom de **Soulèvements de la Terre** : c'était en janvier 2021. Le moment a son importance. Nous étions encore plongé·e·s dans la tourmente d'une catastrophe pandémique mondiale et d'un grand confinement planétaire qui avaient eu raison des forces sociales qui avaient teinté d'espérance le cycle de luttes en cours : la puissante et spontanée insurrection des Gilets jaunes, l'émergence d'un mouvement de lutte contre l'extinction climatique et sa myriade de groupes d'action et de désobéissance civile, la grève de l'hiver 2019-2020…

Nous nous demandions tous·tes comment renouer le fil de la révolte, comment ne pas ré-embrayer sur la vie d'avant, sur la fuite en avant d'un mode de production capitaliste mortifère qui nous avait amené là, au pied du mur du bouleversement climatique, de l'effondrement du vivant, du temps des pandémies, des systèmes sociaux et sanitaires dépecés par des politiques économiques prédatrices. Ce qui frappait alors, au-delà des discours et du *greenwashing* ambiant – on parlait de « monde d'après » jusque dans la bouche de nos ennemi·e·s les plus cyniques –, c'était cette

colossale inertie, cette apathie collective, cette incapacité généralisée à infléchir le cours des choses, à ouvrir des brèches dans l'existant, comme si nous ne parvenions pas à trouver les gestes à la hauteur de l'époque. C'est que les mots de la vieille politique – y compris de la vieille politique de gauche – sont usés jusqu'à la corde, et que les voies classiques réformistes de contestation sont épuisées et impuissantes. D'où, une *première* exigence politique propre aux Soulèvements de la terre : identifier pragmatiquement des modes de lutte directes, des leviers et des appuis pour lutter contre l'extinction et retrouver une capacité à infléchir notre destin collectif, ne plus se contenter de simples revendications, agir sans plus attendre, pour pouvoir apprendre à reparler de révolution.

Ce qui frappait, aussi, c'était l'isolement relatif de différentes initiatives de résistance, leur morcellement, qui les vouait à l'impuissance : les luttes syndicales paysannes empêtrées dans une forme de corporatisme sectoriel ; les marches pour le climat confrontées à l'impuissance sans horizon des manifestations, même massives, réduites à interpeller les gouvernant. e. s pour qu'ils agissent contre leurs intérêts ; l'inconséquence libérale-libertaire des modes d'action « autonomes » égarés par leur propre dispersion et leur absence de stratégie coordonnée ; les collectifs d'habitant·e·s de territoires en lutte qui mènent des batailles locales contre des projets industriels écocidaires, sans avoir – trop souvent – les moyens de vaincre. Au-delà des points de blocage, de véritables potentiels collectifs et des ponts étaient à construire pour dépasser nos angles morts respectifs. D'où *une seconde* exigence : poser la nécessité d'une organisation forte et transversale, construire un plan de composition avec d'autres sujets collectifs, sortir de l'isolement et de l'enfermement sociologique des milieux militants, élaborer des alliances offensives larges.

Nous pensons pouvoir dire, après presque cinq saisons d'action et de lutte, que les Soulèvements de la Terre ont fait la démonstration qu'il était possible de construire un vaste mouvement révolutionnaire de masse contre la dévastation capitaliste des mondes, d'élaborer des stratégies de résistance adéquates, pour provoquer les basculements qui s'imposent. Ils ont ouvert une voie qu'il faut travailler à faire grandir. C'est cet espoir que l'État cherche aujourd'hui à dissoudre.

Nous, qui nous soulevons, sommes à la croisée des chemins. Face à cette grotesque tentative de « dissolution », nous répliquons par plus d'organisation. Nous annonçons la constitution d'un comité local, dans le Calvados, pour la suite des Soulèvements de la terre, qui assurera un travail de « groupe-relai » des campagnes nationales et de ses différents actes, de

veille écologique et foncière, de liaison de différents collectifs de lutte locaux, et d'intervention politique autour de trois « formes », ou perspectives.

Ces formes sont autant des tactiques de lutte pouvant s'incarner dans des gestes collectifs *ici et maintenant*, que des perspectives politiques que nous identifions comme stratégiques dans la construction d'un projet révolutionnaire anticapitaliste.

I. Reprendre les terres

Quoi de mieux, pour défendre la Terre elle-même, dévastée, empoisonnée, bétonnée, asséchée, et son habitabilité en cours d'altération et même de réduction rapides, que des reprises de terres ? Se focaliser sur le « climat », comme hyper-objet global, tend à affaiblir nos puissances concrètes d'agir et de ressentir : quoi de mieux, pour faire « atterrir » une écologie politique conséquente, que de partir du sol sous nos pieds ? Sans le retour de la question foncière dans les luttes, sans mouvement de mise en commun des terres, sans défense des vivants qui fabriquent et habitent ces milieux, il n'y aura pour nous aucune victoire politique à l'horizon. Un puissant mouvement social de reprise de terres est appelé à renaître, et dont le terreau est déjà là : par des installations paysannes aux pratiques agroécologiques en rupture avec l'agri-entrepreneuriat capitaliste qui deviendront les avant-postes d'un travail de veille foncière ; par des rachats collectifs arrachant des terres à la propriété privée lucrative ; par des occupations collectives face aux accaparements des cumulards et aux industries qui les dévorent ; par du maraîchage sauvage urbain qui viendra alimenter des dynamiques de rétablissement de formes collectives d'autosubsistance ; par milles usages populaires qui fourmilleront sous les écrans-radars… Nous reprendrons aussi les terres pour les déprendre, pour les laisser en libre évolution, pour que des dynamiques écologiques sauvages spontanées puissent s'y déployer… Nous insistons sur le fait que le destin des luttes sociales est arrimé à celui des terres, comme « pont politique » entre la question de la « fin du monde » et celle de la « fin du mois » : alors que la question du « travail », que ce soit sous l'angle du « salaire minimum », du « revenu universel », du « salaire à vie » ou du « refus du travail », fait l'objet de nombreux débats politiques, celle de l'appropriation collective de moyens de subsistance autonomes, et en particulier, de l'accès à une surface minimum de subsistance décente, est pour ainsi dire hors champ. Le mouvement social doit opérer sa métamorphose terrestre. L'enjeu n'est pas seulement de favoriser l'augmentation du nombre de candidat·e·s aux métiers paysans et artisanaux, mais de proposer une révolution foncière d'ampleur qui libère

un accès de tous·tes à des parcelles substantielles de terres pour une pluralité d'usages. Nous reprendrons les terres, afin de nous réapproprier la fabrique collective de notre subsistance commune, afin que se lèvent des contre-pouvoirs populaires.

II. Démanteler le complexe agro-capitaliste et les industries écocidaires

En maintenant plus de quatre saisons d'actions, les Soulèvements de la Terre ont multiplié les gestes de démantèlement et de désarmement des industries capitalistes tueuses : retrouver la force du sabot dans la machine, ce n'est pas seulement un acte d'autodéfense face à la guerre généralisée que mènent au vivant les puissances de destruction capitaliste, ni seulement retrouver une puissance d'agir collective à même d'enrayer la catastrophe ici et maintenant, ni seulement une manière de reprendre l'initiative. Derrière le geste, le moyen, il faut lire la perspective politique : celle de la construction d'une écologie du démantèlement, qui fait la différence entre une position réformiste (le capitalisme est un héritage dont il faut maintenir les finalités de développement, sous une forme « durable ») et notre position révolutionnaire (le capitalisme est un héritage dont il faut faire le deuil, avec lequel il faut résolument rompre).

Le temps n'est plus au développement des forces productives (rationnalisé par sa « planification ») et à la socialisation de ses fleurons (il faut rompre avec la conception « marxiste » de la révolution), mais au désarmement des forces dévastatrices… Alors, comment « fermer » le capitalisme, au plus proche de nos matérialités quotidiennes, de la construction de nos milieux de vie, de la fabrique collective de nos conditions d'existence ? Comment briser cette chaîne d'assemblage globalisé mortifère, alors qu'elle nous tient en otage dans presque tous les aspects de notre survie matérielle immédiate ? Comment se réapproprier *l'inappropriable* ? Car nous dépendons bien, pour notre subsistance la plus élémentaire, d'un monde « environné » par le capitalisme industriel, tramé par une technosphère écocidaire. Nous vivons dans un monde de ruines condamné, avec ses infrastructures industrielles toxiques, ses technologies « zombies » destructrices : que faire de ces « communs négatifs », de ces forces productives qui ont viré en puissance de mort, dont la reproduction de nos conditions matérielles d'existence dépend à court terme, alors qu'elles nous condamnent, en détruisant les conditions d'habitabilité terrestre de ce monde, à moyen terme ? Contre un nouveau front de modernisation technosolutionniste – qui nous promet le salut par une radicalisation de l'accélération capitaliste et de l'innovation (géo-

ingénierie climatique, « transition énergétique » nourrissant de nouvelles formes ravageuses d'extractivisme, agri-tech « de précision », numérisation à marche forcée, développement de la bioéconomie…) –, il nous faut tirer le frein d'urgence et inventer un art de la fermeture et du démantèlement, celui d'une écologie politique anticapitaliste qui mette « les mains dans le cambouis », qui sache faire le partage entre :

— ce qui, libéré de la logique économique de la loi de fer de l'accumulation et du profit, peut encore être positivement « approprié », réorienté en vue d'autres finalités non capitalistes, ce qui, des artefacts et infrastructures matérielles de la modernité industrielle, recèle un potentiel pour l'émancipation ;

— ce qui n'appelle qu'éradication, désaffection, démantèlement, progressif ou immédiat (les domaines de production dont l'existence actuelle ne se soutient que de la logique de la société capitaliste-marchande ; les entrepôts logistiques d'Amazon, les fermes-usines hors sol concentrationnaires, les centrales nucléaires, les industries de l'agrochimie…) ;

— et ce avec quoi il faudra bien apprendre à vivre, ruines définitives et irréparables, quasi éternelles (les déchets nucléaires, certains sols pollués désertifiés…) mais qui seront aussi notre héritage, celui d'une modernité capitaliste folle qui a bien failli jeter le monde à l'abîme.

Concluons en affirmant le corollaire immédiat de la formulation d'une écologie du démantèlement conséquente : rendre la souveraineté à ceux et celles *qui font le travail*, à ceux et celles *qui font tourner la machine*, et peuvent, pour cette raison même, la démanteler, la désarmer. De l'écologie *à la lutte de classe révolutionnaire*.

III. Socialiser/mutualiser/communiser l'alimentation et le travail de subsistance

Dans un contexte d'inflation galopante, dans un pays où 7 millions de personnes sont structurellement dépendantes de l'aide alimentaire, où l'immense majorité de la population est coupée de tout moyen d'autosubsistance, et où la précarité de nos vies tenues par les infrastructures industrielles capitalistes a été cruellement révélée pendant les grands confinements, nous avons vu se multiplier, ces dernières années, des expériences collectives de « mise en commun » de l'alimentation, inscrites au cœur d'une écologie populaire ancrée dans des luttes locales : cantines en lutte alimentant les banquets de nos résistances ; groupes de secours mutuel

expérimentant des formes d'entraide échappant aux violences structurelles de l'aide alimentaire instituée et faisant émerger une autodéfense populaire plus forte en contexte de crise sanitaire ; jardins partagés et agriculture vivrière urbaine dans les quartiers populaires faisant vivre des zones d'écologie pirate ; réseaux de ravitaillement des grèves ; hypothèses sur une « sécurité sociale de l'alimentation » qui ne serait pas une politique redistributrice d'ajustement ou de « gestion » de la pauvreté, mais bel et bien, un outil sur lequel s'appuyer dans une perspective révolutionnaire… Nous pensons que ces expériences de communisation de la subsistance et la multiplication des actions socialisatrices directes, en particulier autour des enjeux de l'alimentation, sont un ingrédient central de la construction d'une autonomie politique populaire forte. Il n'y aura pas de mouvement de reprise de terres, ni de lutte contre les complexes industriels capitalistes, ni de généralisation d'une agriculture paysanne (dont bien des formes restent encore à inventer), sans lutte pour la réappropriation de la subsistance commune, sans lutte pour un droit universel à une alimentation choisie en connaissance de cause…

Reprendre les terres, démanteler le complexe agro-capitaliste et les industries tueuses, communiser notre subsistance.

Opter pour une stratégie, formuler « un » chemin (il peut, il doit y en avoir d'autres) relève toujours d'un *pari*. Nous ne prétendons pas à l'exhaustivité, ni à des réponses définitives. Nous cherchons simplement à identifier des points d'appui pour construire une politique terrestre du soulèvement digne de ce nom, et déstructurer les institutions et les appareils qui participent au verrouillage de la situation.

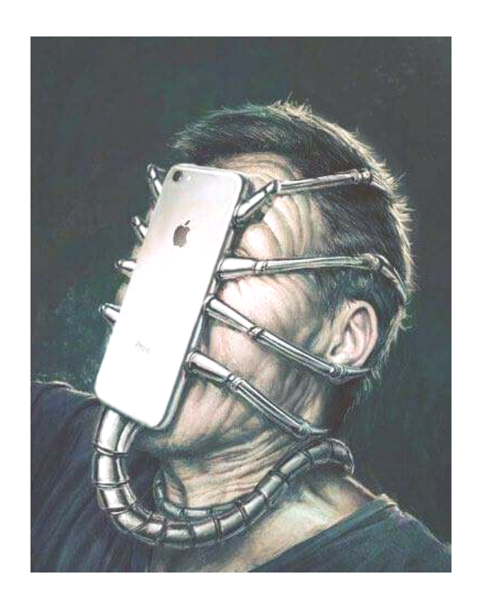
On ne dissout pas un mouvement. On ne dissout pas une révolte. Nous continuerons à alimenter une eau vive qui, partout, frémit, et fait croître des communautés de lutte vivantes. Nous appelons chacun·e, depuis là où il est, à se soulever, à s'organiser, à nous rejoindre.

Le comité caennais des Soulèvements de la terre
Contact : soulevements14@tutanota.com

Texte disponible sur le site des Soulèvements de la Terre.
https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/reprendre-demanteler-communiser



De façon générale, il est temps pour cette écologie terrestre, pour l'ensemble des luttes contre les petits et grands projets qui pillent les ressources et dévastent les territoires, de faire un choix. Ou bien nous luttons avec les outils numériques, dans un souci de soi-disant efficacité et au nom de l'urgence absolue-permanente ; ou bien nous luttons, de plus en plus, sans eux, pour trouver une nouvelle consistance humaine, pour tisser quelque chose de réellement hétérogène au développement (économique), à la transition (énergétique), à la vie administrée et artificialisée.



Prix libre